

## APPEL A MOBILISATION FESTIVE !

Afin de fêter le départ en transhumance des éleveurs et d'être solidaires avec ceux qui transhument dans les Hautes Alpes, frappés de plein fouet par l'arrêté préfectoral leur interdisant la transhumance s'ils n'ont pas vacciné, le collectif PACA appelle les éleveurs, les paysans et les consom'acteurs à se réunir pour un rassemblement convivial et familial

**DIMANCHE 21 JUIN 2009  
AU BORD DU LAC DE SAINTE CROIX  
COMMUNE D'AIGUINES, dans le Var**

**RDV à 12h Plage de Chabassol (près du Pont du Galetas)  
pour un pique-nique paysan**



Malgré la réussite des mobilisations du 20 mai à Manosque et du 27 mai à Gap au niveau du nombre de personnes présentes et de la couverture médiatique, l'administration et une partie de la profession vétérinaire et agricole restent campés sur leur position et ne veulent rien entendre. La fin de la campagne de vaccination obligatoire approche et de nombreux éleveurs, notamment ceux qui transhument dans les Hautes Alpes, ont été contraints de vacciner pour continuer à exercer leur métier, même si cette vaccination est en totale contradiction avec la conduite de leur élevage.

**Le bilan de la politique sanitaire est calamiteux.** Le groupement de vétérinaires GIE Zone Verte dénonce, dans son *Bilan printanier de la stratégie de promotion vaccinale*, la grave erreur des autorités sanitaires et agricoles qui ont opéré dès le départ un amalgame entre la FCO et les maladies contagieuses, ce qui, plus grave encore, a été appuyé sans aucune critique par la plupart des organisations professionnelles agricoles. Durant cette campagne, des accidents individuels ou collectifs se sont multipliés (inflammation, avortements...) mais ils ont été passés sous silence. La « pharmaco-vigilance » officielle est une illusion car rares sont les vétérinaires et les Groupements de Défense Sanitaire (GDS) qui osent établir une déclaration d'accident qui mettrait en cause leur responsabilité.

**L'administration a choisi la fuite en avant dans la répression.** Pourtant, la réflexion sur la suite à donner à cette campagne obligatoire est officialisée par le Ministère à travers deux groupes de travail. L'hypothèse de l'arrêt de la prophylaxie obligatoire et de la gestion privée de l'enzootie par les éleveurs (à leur charge) est le scénario préféré des autorités de l'Etat pour la prochaine campagne. Mais partout les promesses de sanctions sont propagées par les Directions des Services Vétérinaires (DSV), la somme variant de 100 à 750 € par troupeau ou par bête ! Leur pouvoir est cependant limité car la pénalité ne peut être décidée que par le Procureur et au Tribunal.

**La répression atteint son paroxysme dans certains départements avec l'interdiction de transhumance pour les troupeaux non vaccinés.** Dans les Hautes Alpes, en Ariège, et dans toute la région Rhône Alpes, des responsables de l'Administration, des responsables agricoles et des DSV ont choisi de durcir jusqu'à l'absurde la répression. Pourtant, un animal non vacciné ne présente pas le moindre danger pour les autres, en particulier pour ceux qui sont vaccinés. Il n'y a donc aucun motif proprement sanitaire dans cette interdiction.

Priver un berger de l'alpage indispensable à la survie alimentaire de son troupeau, c'est le condamner à mort pratiquement et économiquement. Par rapport au collègue d'un système non transhumant, qui lui aussi a refusé de vacciner, il a droit à une peine totalement disproportionnée. Pire encore, cette sanction prive en plus ces élevages fragiles qui gagnent peu en maintenant vivante la tradition de l'alpage, d'une partie des faibles primes auxquelles ils ont droit, les précipitant d'autant plus fort dans la précarité économique. Cette sanction constitue donc une grave injustice à l'égard des éleveurs les plus fragiles en instituant une triple peine pour le même délit. Que l'on ait vacciné ou pas, que l'on soit éleveur ou pas, peu importe. Nous sommes tous responsables de tolérer ou non l'injustice.

**Le collectif PACA appelle donc tous les éleveurs, paysans, consommateurs et citoyens à se rassembler pour montrer leur solidarité envers les éleveurs transhumants, ayant vaccinés sous la contrainte ou derniers résistants face à la pression absurde et aux abus de pouvoir de l'administration, des professionnels agricoles et des vétérinaires !**

Contacts : Francis GIRARD 04 94 84 22 52, Anne HUGUES 04 94 78 39 53 / 06 34 68 97 34

**Collectif PACA :**

- Alpes Maritimes : Pascal BONNEVILLE 06 33 15 96 01 / Charles WIRTH 04 93 05 86 43
- Var : Michel APOSTOLO 04 94 04 61 90 / Francis GIRARD 04 94 84 22 52
- Hautes Alpes : Olivier BEL 04 92 57 87 21
- Vaucluse : Catherine DAUBAN 04 90 75 36 90 / Serge JOSSIER 06 88 51 78 31
- Alpes de Haute Provence : Antoine DE RUFFRAY 06 62 15 02 56
- Bouches du Rhône : Bruno SALLE 04 42 66 00 81